



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Garonne

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne**

**MARCHÉ PUBLIC A PROCEDURE ADAPTEE  
passé en application de l'article R2123-1  
du Code de la Commande Publique**

**Numéro de marché : G2026015**

**OBJET : Prestations de psychologie clinique dans les locaux du Centre d'Examens de Santé de la  
CPAM de la Haute-Garonne**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne**

3 boulevard du Professeur Léopold Escande

31093 TOULOUSE Cedex 9

N° SIRET : 776 950 404 00025

## Table des matières

I.	OBJET .....	4
II.	PARTIES CONTRACTANTES.....	4
III.	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
IV.	DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC .....	4
V.	PROFIL DE L'INTERVENANT.....	5
VI.	PRIX.....	5
VII.	BONS DE COMMANDE.....	5
VIII.	CONDITIONS DE RÈGLEMENT.....	5
	VIII.1 Modalités de transmission des factures .....	5
	VIII.2 Modalités de règlement.....	6
IX.	DATE DE NOTIFICATION.....	7
X.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ .....	7
XI.	LITIGES .....	7
XII.	CLAUDE DE CONFIDENTIALITE : .....	8
XIII.	PÉNALITÉS.....	9
XIV.	DÉROGATION AU CCAG.....	9
XV.	ACCORD DES PARTIES.....	9

La CPAM de la Haute-Garonne s'est engagée dans une démarche d'achats responsables avec la signature de la charte « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR) en décembre 2024, en présence du Médiateur des entreprises et d'un représentant du Conseil national des achats. La Charte « Relation Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR) a été élaborée afin d'engager les signataires à mettre en place une démarche de progrès vis-à-vis de leurs fournisseurs et notamment les petites et moyennes entreprises (TPE-PME).

Par le biais de ses 10 engagements pour des achats responsables, la Charte participe à la construction d'une relation équilibrée et pérenne entre clients et fournisseurs, dans la connaissance et le respect des droits et devoirs respectifs de chaque partie.

La CPAM de la Haute-Garonne encourage le développement des bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. A cet effet, La CPAM de la Haute-Garonne invite ses prestataires à s'engager dans un parcours des achats responsables, en signant à leur tour la Charte RFAR. Le titulaire s'engage à informer La CPAM de la Haute-Garonne de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte « relations fournisseurs et achats responsables



## I. OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de psychologie clinique dans les locaux du Centre d'Examens de Santé de la CPAM de la Haute-Garonne.

## II. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties au présent contrat sont :

D'une part :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne**  
3 boulevard du Professeur Léopold Escande  
31093 TOULOUSE Cedex 9  
N° SIRET : 776 950 404 00025

D'autre part, le Titulaire :

Raison Sociale :

Adresse :

SIRET :

Contact mail :

## III. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par ordre décroissant de priorité, les pièces contractuelles du présent marché public sont :

- 1- Le présent marché ;
- 2- Son annexe financière ;
- 3- Son annexe technique ;
- 4- Le Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO) ;
- 5- Le CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021

## IV. DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché prend effet à sa date de notification. Le démarrage des prestations a lieu à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2026 ou à sa date de notification si elle est postérieure. Il a une durée d'un an.

Il est reconductible par période d'un an dans la limite de trois reconductions successives. Sa durée globale ne peut excéder quatre ans.

Le présent marché peut être résilié par l'Organisme par lettre recommandée postale ou électronique avec accusé de réception, ou tout autre moyen, dans un délai de un (1) mois avant chacune des dates anniversaire de démarrage des prestations.

## **V. PROFIL DE L'INTERVENANT**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, lorsque l'un des profils proposés par le Titulaire se trouve dans l'incapacité de mettre en œuvre la formation, le remplaçant proposé par le Titulaire n'est considéré comme accepté que sur confirmation expresse de la CPAM de la Haute-Garonne.

## **VI. PRIX**

Le présent marché est conclu pour un montant annuel maximal de 20 000 € HT comprenant la part forfaitaire et la part à bons de commande.

Ces prix sont réputés complets, ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, les déplacements, les assurances.

L'unité monétaire qui s'applique au Marché est l'Euro.

## **VII. BONS DE COMMANDE**

La CPAM pourra transmettre des bons de commande au Titulaire pour les prestations détaillées au II de l'annexe financière. Ces bons de commande seront envoyés au Titulaire dans un délai minimum de 10 jours ouvrés avant la date de la prestation.

## **VIII. CONDITIONS DE RÈGLEMENT**

Conformément à l'article R2191-22 du code de la Commande Publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

### **VIII.1 Modalités de transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM de Haute-Garonne informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM de Haute-Garonne informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM de Haute-Garonne en tant que destinataire de la facture : 776 950 404 00025
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : CES
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

CPAM de Haute-Garonne – Service facturier  
31093 Toulouse Cedex 9

### **Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques**

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

## **VIII.2 Modalités de règlement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CPAM de Haute-Garonne se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CPAM de Haute-Garonne règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM de Haute-Garonne des prestations dans les conditions prévues à l'article technique du présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM de Haute-Garonne en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Compte (s) à créditer : joindre un RIB.

## **IX. DATE DE NOTIFICATION**

La date de notification du présent marché est la date de réception du courrier de notification par le Titulaire, que ce courrier soit transmis par LRAR ou via la plateforme de dématérialisation achatpublic.com.

## **X. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ**

Une pénalité peut être infligée au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

## **XI. LITIGES**

En cas de litige, le tribunal judiciaire de Bordeaux est compétent pour les litiges issus de la passation du marché, dont les coordonnées sont les suivantes :

Adresse : 30 Rue des Frères Bonie - 33000 BORDEAUX

Tel: 05.47.33.90.00 / Fax: 05.47.33.91.88

URL: <http://www.justice.gouv.fr/>

Pour l'exécution du marché, c'est le tribunal judiciaire de Toulouse qui est compétent, dont les coordonnées sont les suivantes :

2 allée Jules Guesde - BP 7015

31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05.61.33.70.70 / Fax : 05 61 33 71 13

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours selon les articles 1441-1 et suivants du Code de procédure civile :

- référé précontractuel : l'introduction du recours peut se faire jusqu'à la signature du marché.
- référé contractuel : l'introduction du recours ne peut se faire qu'après la signature du contrat.

## **XII. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE :**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit. Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :
  - prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
  - ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
  - ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
  - ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
  - la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,



- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
  - les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,
4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit. »

### XIII. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, aucune invitation à présenter des observations écrites ne sera transmise à un Titulaire du présent accord-cadre. Chacun des Titulaires sera redevable des pénalités quel qu'en soit leur montant, sans pouvoir demander à bénéficier de l'exonération évoquée par l'article 14.1.3 du CCAG – PI ou du montant maximum de 10% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande indiqué à l'article 14.1.2 de ce même CCAG.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de pénalités.

### XIV. DÉROGATION AU CCAG

En application de l'article R.2112-3 Code de la commande publique, le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

Article du présent marché	Article du CCAG – PI dérogé
II. Pièces contractuelles du marché	Article 4.1. Ordre de priorité
V. Profil de l'intervenant	Article 3.4.3 du CCAG PI
XI. Pénalités	Article 14. Pénalités

### XV. ACCORD DES PARTIES

Le Titulaire

*Nom et qualité du signataire*  
*Signature et cachet de l'entreprise*

Pour l'organisme

Date :

Date :